

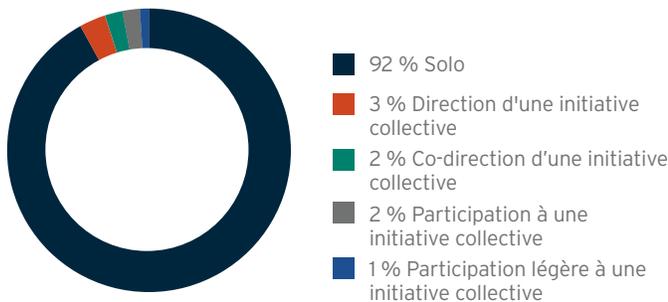
Chez Placements NEI, notre équipe ESG s'engage activement auprès des sociétés détenues par nos fonds, afin de susciter le changement au nom de nos investisseurs. Grâce à des dialogues, nous prévenons les sociétés des risques environnementaux, sociaux et de gouvernance qui les menacent. Nous leur proposons des solutions pour qu'elles puissent plus facilement surmonter ces défis et améliorer leur performance ESG, dans l'objectif de protéger et de faire fructifier les placements des actionnaires. Nous votons également lors des assemblées annuelles d'actionnaires sur des questions comme les nominations au conseil d'administration, la saine gouvernance et les propositions d'actionnaires. Ce rapport trimestriel recense les progrès et les résultats de nos activités d'engagement et de politiques publiques.

Les engagements auprès des sociétés en chiffres



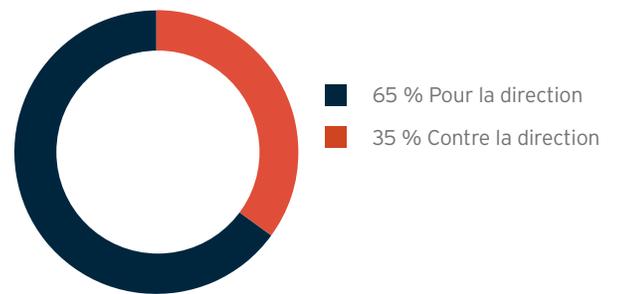
Rôle d'engagement de NEI

Au quatrième trimestre, nous avons dirigé 97 % de nos engagements, c'est-à-dire que nous les avons conduits nous-mêmes ou supervisés pour le compte, ou avec, d'autres investisseurs. Les investisseurs qui dirigent les efforts d'engagement assument la responsabilité de fixer le programme, d'organiser et de présider les réunions avec la société visée.

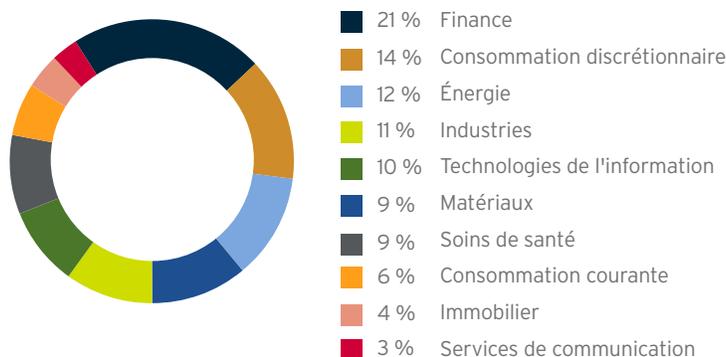


Instructions de vote

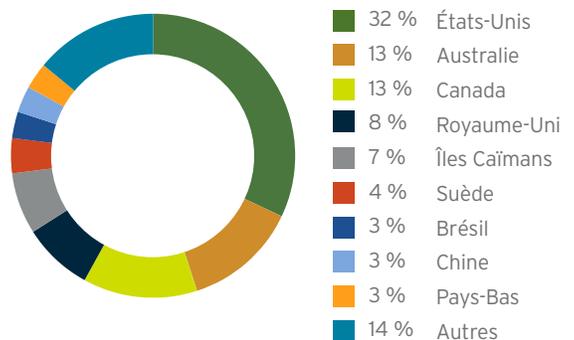
Au quatrième trimestre, nous avons voté à l'encontre de la direction des sociétés dans 35 % des résolutions à l'ordre du jour des assemblées annuelles d'actionnaires. Les votes à l'encontre de la direction constituent un indicateur permettant de déterminer si les procurations détenues par une société de fonds sont gérées activement au lieu de servir par défaut les intérêts des dirigeants.



Engagement par secteur



Votes par marché



Une année tout à fait particulière, marquée par une accélération des changements positifs et de la rentabilité

David Rutherford, VP, Services ESG

L'année qui s'est terminée restera vraisemblablement dans les mémoires pour les sévices infligés par le coronavirus (et ses nouveaux variants), mais aussi pour la conviction d'un prochain « retour à la normale » (encore plus ferme depuis l'arrivée du vaccin), sans pour autant que celui-ci puisse rappeler (sans doute pour le bien commun) l'ancien monde, ou « the way we were », comme chantait jadis Barbara Streisand. Pourquoi?

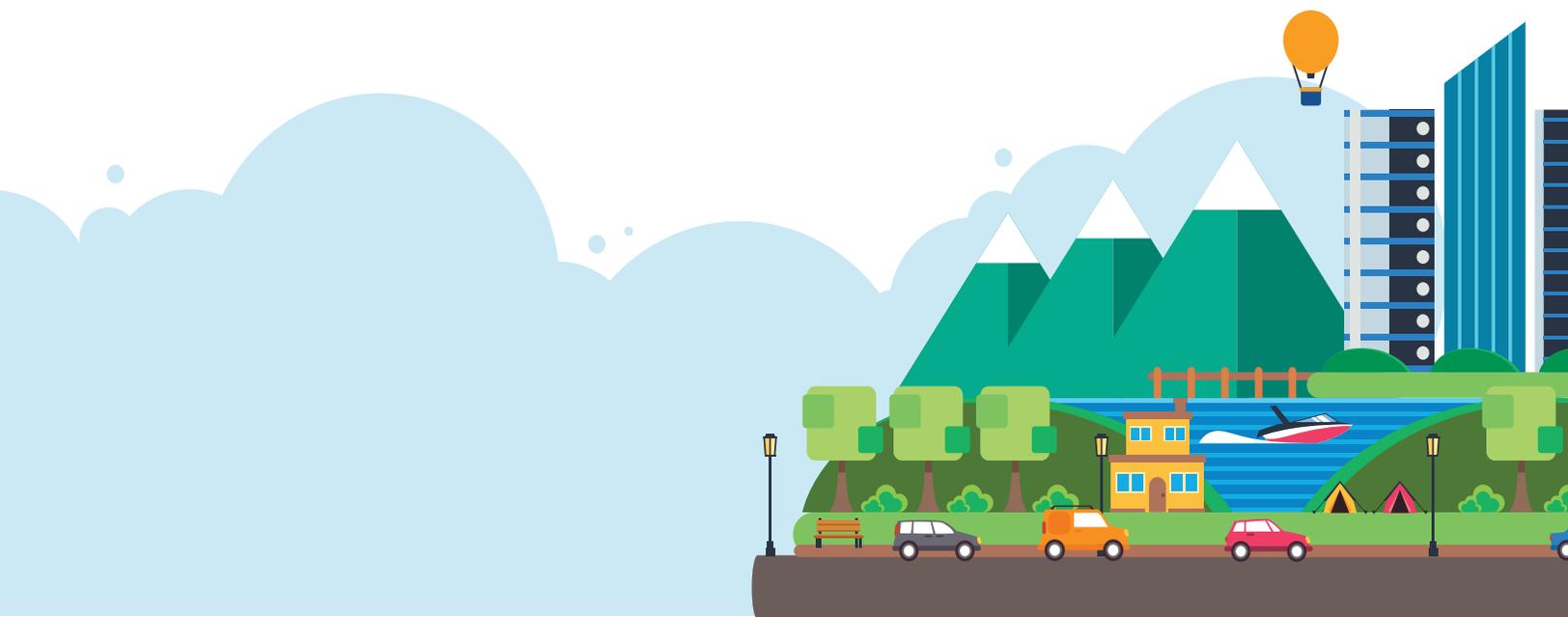
Parce que l'année 2020 a en fait concentré les événements d'une vie ou presque en 10 mois à peine.

Si l'on se fie aux experts, elle marque effectivement l'appropriation par le grand public de l'investissement responsable ou ESG. Sans aucun doute, les flux de capitaux à destination des solutions responsables ont atteint des records en 2020, révélant enfin leur incroyable potentiel de croissance.

Encore faut-il savoir ce que l'on entend par placement responsable. Plusieurs autorités de réglementation se sont efforcées de répondre sérieusement à cette question en 2020, comme vous pouvez le constater ci-dessous à propos de nos actions publiques. NEI a participé à nombre de consultations organisées à cette occasion, pour découvrir que la diffusion grand public des démarches ESG justifiait plus que jamais l'existence d'un dispositif simple visant à évaluer l'efficacité de nombreuses approches d'investissement responsable, au-delà du constat des flux de capitaux dont elles bénéficient. Or, la création de celui-ci s'est avérée houleuse et souvent compliquée. Certes, les enjeux que l'investissement responsable s'efforce de régler comportent par nature une certaine complexité, mais nous devons donc garder le cap et redoubler d'ardeur à la manœuvre, afin de susciter les profonds changements que réclament les grands problèmes.

Nous n'avons pas compté nos efforts en 2020. Dans nos engagements auprès des sociétés comme dans nos actions publiques, nous nous sommes effectivement attaqués aux grands enjeux systémiques, afin d'en favoriser la compréhension et le traitement. Pourquoi avons-nous de telles ambitions? D'abord, parce que les investisseurs et les autres parties prenantes n'en attendent pas moins des sociétés aujourd'hui dans leur contribution à susciter un changement positif à l'échelle sociétale. Ensuite, parce que nous avons toujours fait en sorte que les sociétés comprennent les grands risques ESG – comme le changement climatique, l'inégalité des revenus, la diversité ou toutes les incidences de la pandémie – et parviennent à les régler pour demeurer viables, continuant ainsi de constituer des placements rentables à long terme. Lorsque les sociétés prospèrent, nos investisseurs s'enrichissent effectivement.

L'essence même de nos conversations sur les grands enjeux thématiques que nous avons couverts en 2020, particulièrement au quatrième trimestre, rejaillit dans les pages suivantes. Dans l'ensemble, celles-ci ont nécessité plus que jamais en 2020 des priorités claires et une mobilisation sans faille, mais nous sommes fiers de communiquer les progrès réels et significatifs ainsi accomplis au cours de cette année totalement inédite.



Encourager le changement : que se passe-t-il une fois la période du vote par procuration terminée?

Hasina Razafimahefa, directrice, Services ESG et Lucia Lopez, analyste ESG

La période des votes par procuration s'est achevée vers le milieu de l'année 2020, mais nos travaux à ce sujet se sont poursuivis au-delà. Le vote seul ne suffit effectivement pas à susciter le changement. La promotion de bonnes pratiques de gouvernance nécessite une intervention directe auprès des sociétés dans lesquelles nous détenons des intérêts, afin de justifier nos décisions de vote lors des assemblées annuelles sur certains enjeux de gouvernance. Durant cette période, nous nous sommes concentrés sur trois enjeux essentiels : la diversité au conseil d'administration, la rémunération équitable et la supervision du changement climatique. La liste intégrale des sociétés visées par ces enjeux figure à la page 9 de ce rapport.

La diversité au conseil d'administration

Compte tenu de l'effet de la diversité et de l'inclusion dans les résultats d'une société, la diversité au conseil d'administration continue de figurer parmi nos priorités, de surcroît dans le contexte de racisme systémique qui subsiste dans notre société.

Au quatrième trimestre, nous avons communiqué avec 35 sociétés nord-américaines (de tous les secteurs d'activité) dans lesquelles nous avons voté contre les membres du comité de nomination de leur conseil d'administration en raison d'un manque de diversité raciale ou hommes-femmes au sein de celui-ci. Notons que nombre de ces sociétés avaient pourtant déjà effectué des déclarations en faveur de la diversité et disposaient même parfois d'une politique à cet effet. Nous avons donc constaté une divergence entre ces engagements publics et la diversité réelle de leur conseil d'administration. Dans tous les cas, nous avons encouragé les sociétés à compter au moins deux administratrices indépendantes et à se fixer un objectif de diversité hommes-femmes prévoyant une représentation minimale de 30 à 40 % de chaque sexe. Des exemples d'entreprises que nous avons contactées sur ces questions comprennent **Aliments Maple Leaf**, **Canada Goose** et **MercadoLibre**.

Nous avons également encouragé les sociétés à réfléchir à la façon d'améliorer la communication de leurs données de diversité ethnique auto-déclarées tout en respectant la confidentialité des informations, notamment par une présentation en cumul. Pour les sociétés n'offrant pas suffisamment de données de ce type, nous avons effectué nos décisions de vote sur les « apparences » raciales ou ethniques des membres de leur conseil d'administration. Une meilleure divulgation des données de diversité, au-delà de la répartition hommes-femmes, nous permettrait de suivre un processus décisionnel plus rigoureux.

Nous avons conseillé aux sociétés dont le conseil d'administration semblait manquer de diversité raciale, comme **Lululemon Athletica**, **Village Farms International** et **Auto Canada**, de réfléchir à la façon dont leur approche et leur stratégie se retrouvaient limitées par de trop grandes similitudes de points de vue et d'expérience. Nous avons également exprimé notre scepticisme quant à l'argument de « méritocratie » pour justifier l'absence d'objectifs de diversité par des sociétés comme **Saputo inc.**, **HLS Therapeutics Inc** et **CAE inc.** Nous nous attendons évidemment à ce que les entreprises recrutent les meilleurs candidats, sans pour autant adhérer à l'idée que la diversité nécessiterait un compromis sur le talent ou la perspicacité.

Équité de la rémunération

Comme nous l'avons clairement exprimé dans notre récente étude sur l'impact de la rémunération des dirigeants, la COVID-19 a accentué l'inégalité du revenu. Certes des centaines de dirigeants ont annoncé une baisse volontaire de leur salaire de base par solidarité avec les millions d'employés qui se sont retrouvés au chômage durant la pandémie.

Toutefois, l'essentiel de la rémunération d'un dirigeant repose sur les actions de l'entreprise.

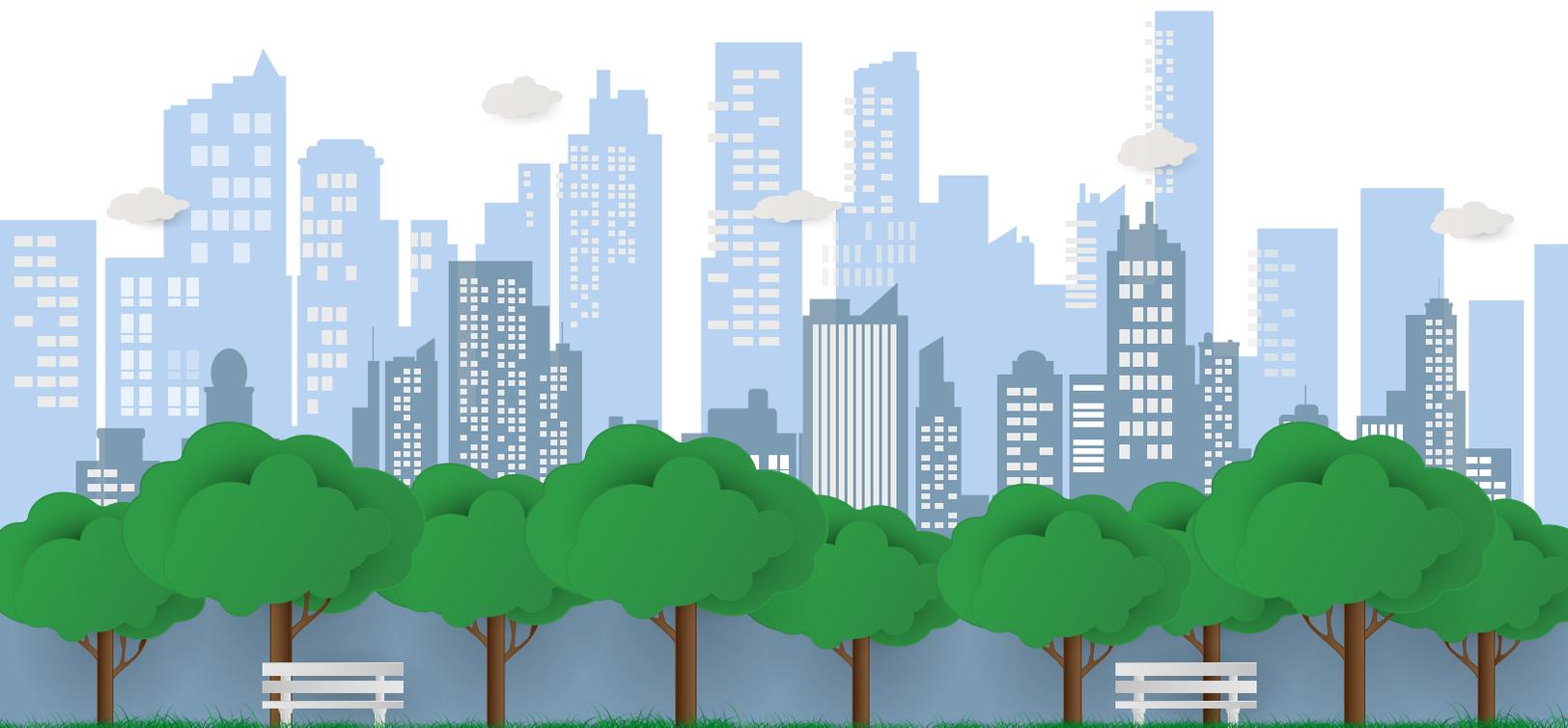
Dans nos efforts contre l'inégalité des revenus, nous avons écrit en décembre à 36 sociétés canadiennes et américaines de différents secteurs d'activité pour exprimer notre désaccord lors du vote consultatif sur la rémunération des dirigeants et à l'égard des membres du comité de rémunération dans certains cas, en raison de montants excessifs ou extrêmement excessifs à la lumière du contexte sociétal. Nous avons encouragé les sociétés à fixer la rémunération de leurs dirigeants en tenant compte de ce contexte, à établir un plafond et à démontrer le caractère équitable et socialement acceptable du montant versé. Cette dernière demande paraît certainement ambitieuse mais, à notre avis, ne devrait pas empêcher les sociétés d'agir de façon explicite pour régler le problème.

Même s'il est encore tôt pour savoir dans quelle mesure les sociétés donneront suite à nos préoccupations, nous *sommes* encouragés par les réponses positives reçues par certaines d'entre elles à notre demande de traiter l'enjeu, notamment **Manuvie, Intel et Visa**. Nous avons d'ailleurs rencontré le conseil d'administration de la première en décembre et avons constaté qu'il reconnaissait le besoin de traiter ce problème d'inégalité des revenus et d'envisager en conséquence un ajustement de la rémunération de base et incitative des dirigeants de la société.

Supervision du changement climatique

À notre avis, le changement climatique représente l'enjeu ESG principal de notre époque. Une gouvernance efficace des risques qui en découlent devrait donc constituer une priorité stratégique pour toute société, particulièrement celles fortement exposées aux conséquences physiques du changement climatique et à la transition qu'il réclame. Ainsi, nous nous attendons à ce que ces sociétés disposent de rigoureuses politiques en la matière ainsi que de stratégies efficaces pour la transition énergétique, et à ce qu'elles divulguent de façon suffisamment détaillée la manière dont elles traitent ces risques, tout en démontrant une supervision concluante par le conseil d'administration.

Dans ce contexte, nous avons commencé à voter à l'encontre des présidents des conseils d'administration de sociétés qui ne démontraient pas une gestion adéquate des risques climatiques. Au quatrième trimestre, nous avons écrit à 17 sociétés afin d'exprimer nos préoccupations, dont **Toromont Industries, Freehold Royalties Ltd.** et **Hubbell**, pour encourager l'adoption progressive des recommandations du Groupe de travail sur les divulgations financières liées au climat (TCFD) et une progression significative dans la mise en œuvre d'une supervision des risques liés au climat par le conseil d'administration ou un comité mandaté à cet effet par celui-ci.



Malgré les difficultés posées par la pandémie, la marche vers le zéro net ne se dément pas

Jamie Bonham, directeur, Dialogues d'entreprise

Nous étions persuadés début 2020 que le climat représenterait le thème dominant de l'année, car tous les facteurs pointaient vers de grands changements sur ce front. Puis la pandémie a fait irruption, précipitant une kyrielle de mesures d'urgence qui ont supplanté dans les priorités des entreprises la plupart, si ce n'est la totalité, des grandes initiatives liées au climat, avec notamment l'annulation des projets d'énergies renouvelables dans le secteur gazier pétrolier ou l'allègement de toutes les exigences réglementaires de la part des gouvernements au chevet d'une économie en pleine déconfiture. À part une accalmie temporaire des émissions à l'échelle mondiale provoquée par l'arrêt de l'activité, tout progrès dans l'atténuation du changement climatique semblait remis à plus tard.

Certains de nos engagements auprès des sociétés ont d'ailleurs été suspendus, notamment au premier semestre dans le secteur pétrolier, accablé à la fois par un effondrement de la demande mondiale et une explosion de l'offre à l'initiative de l'Arabie Saoudite.

Malgré la tournure des événements, l'année 2020 a finalement réservé d'excellentes surprises vers le zéro net. La tendance ne se dément effectivement pas (même si son rythme pourrait accélérer), sans doute grâce à toute l'attention suscitée par le « reconstruire en mieux », ou la révélation que, sous pression, les pays pouvaient se mettre d'accord sur des enjeux importants, ou encore parce que la crise existentielle causée par l'effondrement de la demande de pétrole annonçait l'avènement d'une économie sans combustible fossile ou, enfin, pour toutes ces raisons à la fois, et aussi probablement parce que les investisseurs en ont décidé ainsi. Le déferlement d'un risque systémique ne nous a pas empêchés de continuer à réfléchir au plus important d'entre eux : le changement climatique. Nos activités du quatrième trimestre témoignaient de notre ténacité à ce sujet. Nous nous sommes efforcés de garantir que cette surprenante tendance se poursuive en 2021.

Notre priorité l'an dernier visait à encourager toute progression vers le zéro net, et nous reconnaissons que les grandes entreprises énergétiques canadiennes continuent de jouer le jeu. Nous avons récemment rencontré Enbridge, dernière grande société du secteur pétrolier et gazier à annoncer un objectif zéro net qui satisfait à l'Accord de Paris, conformément à l'insistante demande que nous avons formulée avec d'autres investisseurs. La direction de l'entreprise semble mobilisée envers cet objectif et nous lui avons témoigné nos attentes d'une communication claire sur ses progrès à cet égard, précisant qu'elle devrait idéalement y inclure ses émissions de catégorie 3 (provenant de la vente du produit final), une décision qui pourrait induire de réelles transformations.

Voici quelques réalisations dans le cadre de nos engagements du quatrième trimestre auprès des sociétés du secteur énergétique.

- **Réunion avec le conseil d'administration de Suncor dans le cadre de notre collaboration Action Climat (AC) 100+.** La mobilisation du conseil d'administration de la société pour encourager la direction de celle-ci à faire preuve d'ambition dans ses efforts de conformité à l'Accord de Paris nous a favorablement impressionnés. Nous avons toutefois souligné quelques aspects méritant plus d'ardeur, notamment pour lier la rémunération aux progrès accomplis en matière de réduction des GES, recourir davantage à des experts externes sur des sujets tels que les ruptures technologiques et l'innovation, ou encourager l'adoption d'un objectif zéro net, ce dernier point ayant d'ailleurs fait l'objet d'une réunion exclusive avec la société. Notons que Suncor a créé un nouveau poste de vice-président exclusivement dédié à la transformation des activités de l'entreprise, par recherche prioritaire d'occasions de diversification s'inscrivant dans la transition énergétique.
- **Réunion AC100+ avec Canadian Natural Resources.** Nous avons insisté sur les objectifs de réduction d'émissions de la société et la réalisation de son engagement vers le zéro net. L'entreprise a prévu d'ajuster ses objectifs à court terme et nous lui avons à nouveau demandé de préciser dans quelle mesure ses priorités d'investissement correspondront à son engagement vers le zéro net. Nous avons également remarqué que la société avait donné suite à notre requête visant à fournir des divulgations liées au climat plus détaillées, comme en atteste le passage de D à B de sa notation **CDP**.

-
- **Réunion avec Cenovus sur la proposition de fusion avec Husky.** Les deux entreprises ont récemment annoncé leur intention de fusionner. L'une et l'autre s'étaient déjà fixé un objectif zéro net pour 2050 à l'issue d'un dialogue que nous avons mené. Notre rencontre avec Cenovus a permis d'effectuer un suivi sur ses intentions d'harmoniser son objectif zéro net dans l'expectative d'une approbation de la fusion et d'évoquer plus généralement certaines initiatives dans le secteur visant à améliorer les divulgations ESG.

En matière de politique climatique, nous avons présenté au comité consultatif sur la responsabilité sociale d'entreprise d'Exportation et développement Canada (EDC) le rôle que l'organisme peut jouer pour aider ses clients (des petites et moyennes entreprises canadiennes) à améliorer leurs divulgations liées au climat. En outre, nous avons continué notre active participation au Energy Futures Lab dans le cadre d'une coalition de parties prenantes œuvrant sur des solutions politiques qui visent à accélérer le rythme de la transition énergétique en Alberta, tout en optimisant les bienfaits économiques de celle-ci pour les sociétés de la province. Au quatrième trimestre, nous nous sommes fixé des contraintes de temps pour lancer notre proposition de politique.

Enfin, comme décrit ci-dessus à propos de nos efforts de justification des décisions de vote par procuration, nous avons écrit à 16 sociétés afin de leur expliquer dans quelle mesure nos préoccupations liées au climat nous avaient conduits à voter à l'encontre de certains membres de leur conseil d'administration.

Dans l'ensemble, le mouvement de lutte contre le changement climatique se porte mieux que nous ne le pensions lorsque la pandémie a surgi, et nous pourrions également mentionner la **stratégie du gouvernement** fédéral en matière de climat ou les ambitions de **l'administration Biden** à l'égard de l'Accord de Paris. Même si la reprise économique à l'issue de cette pandémie demeure incertaine, la tendance vers le zéro net ne se dément pas.

Partenariats, responsabilité et transparence s'imposent aux grandes sociétés pharmaceutiques

Jonathan Bey, analyste ESG principal

Nous avons assisté avec optimisme au cours du dernier trimestre au lancement de la première vague de vaccination contre la COVID-19, avec son lot de difficultés et d'aspects à surveiller. Les sociétés pharmaceutiques, telles que **Pfizer**, **Moderna** et **AstraZeneca**, s'invitent tous les jours dans l'actualité. L'économie et la santé publique n'ayant jamais été aussi liées l'une à l'autre, il est temps de s'interroger sur les évolutions que doit entreprendre le secteur pharmaceutique pour satisfaire aux besoins futurs de la société.

La réponse à la pandémie démontre clairement que le soulagement procuré à la population mondiale par les produits des laboratoires pharmaceutiques peut augmenter fortement lorsque ceux-ci collaborent non seulement avec leurs pairs, mais aussi avec des organisations publiques, privées ou multinationales. Ainsi, nous estimons que le secteur pharmaceutique doit en profiter pour imaginer une nouvelle transparence et évoluer vers un modèle qui va au-delà de la conformité et renforce la confiance de la société. En fait, cet avenir collaboratif a peut-être déjà commencé.

De nombreuses sociétés pharmaceutiques se sont rapprochées afin de gérer les contraintes de production pour les traitements et vaccins contre la COVID-19. Au cours du dernier trimestre, nous avons rencontré AstraZeneca afin de mieux comprendre la façon dont cette collaboration lui a permis de mettre en place une chaîne d'approvisionnement mondiale indépendante. L'entreprise a **effectivement collaboré avec plus de 20 fournisseurs situés dans 15 pays différents** en quelques mois à peine (un processus qui aurait normalement pris des années) afin de protéger certaines régions contre les nationalismes en matière de vaccination. À l'issue de cette conversation instructive, nous avons estimé que les efforts coordonnés d'AstraZeneca prouvaient que ce type de collaboration permettait d'atteindre de meilleurs résultats, sans compromettre les perspectives des parties prenantes.

Nous avons également remarqué que les sociétés du secteur avaient mis de côté toute concurrence entre elles pour régler conjointement les difficultés d'approvisionnement causées par la COVID-19, notamment **Eli Lilly**, **AbCellera Biologics**, **Amgen**, **AstraZeneca**, **Genentech** et **GlaxoSmithKline** qui ont demandé l'autorisation de communiquer des renseignements avec leurs concurrentes afin d'accélérer la production de traitements à anticorps monoclonaux efficaces contre la COVID-19, sans soulever l'opposition du **ministère de la Justice des États-Unis**. Compte tenu des avantages indéniables procurés par ce type de collaboration pour rapidement augmenter les capacités de production et de distribution en réponse à une situation sanitaire mondiale, nous comptons poursuivre les dialogues sur le partage de renseignements ou d'équipements après la pandémie.

Enfin, nous avons observé des partenariats public-privé significatifs dans le secteur pharmaceutique. De nombreuses sociétés pharmaceutiques ont effectivement reçu du financement public à des fins de recherche et de développement pour accélérer le développement de vaccins et de remèdes contre la COVID-19, assorti d'ententes d'approvisionnement à l'avance. Si ces partenariats se déploient de manière juste et équitable, les sociétés pharmaceutiques devraient, par respect pour le contribuable, envisager une tarification de leurs produits de nature à en favoriser l'accessibilité et faire preuve d'une plus grande transparence dans leur fonctionnement.

Les anticipations évoluent en matière de transparence. La Global Health Innovation Alliance Accelerator a créé une base de données contenant des dispositions types et réelles d'ententes de santé mondiales pour accélérer les recherches. Celles-ci figurent dans son **Master Alliance Provisions Guide (guide MAP)** et « décrivent les principes essentiels sur lesquels les partenariats s'établissent ». Les attentes des investisseurs à l'égard de ce secteur d'activité continuent de viser une amélioration des divulgations, de sorte à mieux comprendre ces partenariats et valider les impacts attendus sur la société.

À mesure que les modèles de partenariat évoluent, nous continuerons de poser les questions nécessaires pour améliorer la collaboration, la responsabilité et la transparence.

La recrudescence d'initiatives politiques après la COVID ne devra pas masquer la situation dans son ensemble

Jamie Bonham, directeur, Dialogues d'entreprise

Nous ne tarderons probablement pas à distinguer les événements politiques antérieurs à la COVID de ceux ultérieurs, tant la pandémie a transformé notre vision du monde, en particulier dans l'investissement responsable et les approches environnementales, sociales et de gouvernance. Avant la pandémie, la plupart des avancées dans les normes et les politiques ESG concernaient l'Europe, avec très peu d'évolution dans le reste du monde (incluant au Canada). En outre, l'intérêt des investisseurs pour influencer activement sur les politiques publiques ne concernait qu'une poignée d'entre eux, dont NEI au tout premier plan. La période qui s'ouvrira une fois la pandémie terminée devrait réserver un contexte réglementaire bien différent de celui qui existait alors en matière de communication ESG, pour les sociétés comme pour les investisseurs.

Il est effectivement évident, depuis un certain temps, que la question des divulgations ESG des sociétés comporte deux problématiques essentielles. Premièrement, le nombre de sociétés offrant des communications adéquates demeure clairement insuffisant, malgré une formidable hausse des taux de divulgation. Les renseignements publiés restent en effet trop laconiques dans la plupart des cas. Deuxièmement, et de façon apparemment contradictoire, les rares divulgations conséquentes demeurent difficilement exploitables en raison de l'*excessive diversité* de formes et de méthodes comptables, de sorte que toute comparaison ESG s'avère extrêmement difficile. Ce manque de normalisation constitue à la fois une source de frustration pour les investisseurs et un fléau pour les sociétés, le tout à un moment où surgissent de nouveaux fournisseurs de placements présentés comme IR ou ESG.

Toutefois, la volonté de remédier à ce manque de clarté demeurerait plutôt faible en Amérique du Nord (contrairement à l'Europe où la réglementation progressait) du côté des autorités de référence, qui auraient pu imposer des exigences, comme des organismes en mesure de proposer un format adapté.

Malgré tout, la situation s'améliorerait doucement (grâce au travail d'investisseurs actifs) à la veille du déferlement de la COVID, mais celle-ci a coïncidé en 2020 avec l'arrivée sur le marché d'une kyrielle de nouveaux produits ESG et avec la surprenante bonne tenue de l'investissement responsable, malgré le chaos suscité par la pandémie, le tout engendrant des évolutions imprévues à l'initiative d'une base élargie d'investisseurs enhardis à réclamer des données plus détaillées.

Nous croyons depuis assez longtemps que des exigences de divulgations ESG obligatoires s'imposeraient inévitablement, mais l'année 2020 a apparemment accéléré le mouvement. Même si un format ESG universel et normalisé reste hors d'atteinte pour l'instant, les investisseurs adhèrent de plus en plus à deux cadres : celui du Groupe de travail sur les divulgations financières liées au climat (GDFC) et celui du Conseil des normes de comptabilité durable (SASB). Nous recommandons fréquemment ces formats aux émetteurs qui s'apprêtent à effectuer des

divulgations, persuadés qu'ils deviendront la référence lorsqu'une obligation de communiquer s'imposera. La convergence de vue des investisseurs à ce sujet s'est confirmée en novembre dernier, lorsque huit grandes caisses de retraite canadiennes ont publié une **déclaration** dans laquelle elles identifiaient ces deux formats comme indispensables à la création de valeur durable.

Nous avons également corédigé cette année un énoncé collectif à l'attention du Groupe de travail sur la modernisation des marchés de capitaux de l'Ontario afin de promouvoir des divulgations ESG obligatoires conformes aux propositions du GDFC et du SASB. À notre grande satisfaction, **les recommandations finales du groupe de travail** prévoient l'adoption de divulgations ESG obligatoires conformes aux attentes du GDFC pour les émetteurs de l'Ontario, une avancée d'autant plus significative que le mandat implicite de l'organisme consiste à réduire le poids des formalités pour les émetteurs et non à ajouter de nouvelles exigences. Simultanément, nous avons participé à la consultation de la CVMO sur les divulgations concernant le développement durable à l'initiative d'un groupe de travail sur la finance durable de l'Organisation internationale des commissions de valeurs qui se penche notamment sur l'obligation de divulgations ESG. De plus, le soutien aux grands employeurs du gouvernement fédéral a imposé des divulgations liées au climat conformes à celles recommandées par le GDFC. Tous ces événements favorisent l'imposition inévitable de divulgations ESG obligatoires à terme, et le processus de normalisation s'est bien accéléré en 2020, alors que cinq organismes de premier plan dans ce domaine (CDP, CDSB, GRI, IIRC et SASB) annonçaient une vision commune pour un système de communication exhaustif. La nouvelle a été suivie peu après par le projet de fusion entre le SASB et l'IIRC, un événement favorable à la simplification utile du contexte, et à la fin du quatrième trimestre par l'annonce d'une consultation au sujet des normes internationales d'information financière (IFRS) visant à chapeauter les efforts de création d'un format consolidé de divulgations ESG. La normalisation et la simplification des efforts de communication nous paraissent donc inévitables également.

Dans ce registre, un nombre croissant d'organismes proposent depuis peu une définition d'un programme d'investissement durable ou d'un placement ESG. Aux États-Unis, la Securities and Exchange Commission a commencé à s'interroger sur la façon dont les investisseurs pouvaient vérifier les prétentions ESG des fournisseurs de fonds; au Canada, la CIFSC a proposé de définir ce qui constitue un placement ESG; et à l'échelle mondiale, le CFA Institute amorçait une consultation exactement sur ce même thème.

Nous soutenons totalement les efforts visant à fournir aux investisseurs des définitions et des normes claires permettant d'évaluer les caractéristiques ESG de différents instruments de placement et avons toujours défendu l'application de critères rigoureux dans notre secteur d'activité à cette fin. Nous estimons que des normes obligatoires de divulgations ESG s'imposeront inévitablement à terme, y compris pour les institutions financières qui devront également se conformer à certaines définitions.

Néanmoins, nous avons appelé à une forme de prudence quant aux délais requis pour ces efforts de normalisation et de comparaison, afin de ne pas sombrer dans des dispositions simplistes. Les enjeux ESG comportent en effet une complexité inhérente, et notre compréhension des tenants et aboutissants progresse sans cesse. Tout effort visant à simplifier les exigences de divulgation pour aboutir à quelques paramètres aisément compréhensibles plaira probablement aux investisseurs qui s'appuient sur des modèles quantitatifs, mais risque de compromettre l'objectif essentiel : encourager les progrès des entreprises vers le développement durable. De même, une simplification excessive dans la définition d'un fonds, d'une société ou d'un instrument responsable affectera probablement de façon inattendue l'atteinte d'une priorité essentielle : encourager un comportement responsable du secteur des placements.

Cet engouement croissant des investisseurs et des sociétés pour la mise en œuvre des divulgations obligatoires selon des formats normalisés nous satisfait pleinement, à condition toutefois de ne pas perdre de vue l'objectif global.

Dialogues d'entreprise

Les positions peuvent changer à tout moment sans préavis.

Société	Secteur d'activité	Thèmes	Fonds NEI
Laboratoires Abbott	Soins de santé	Rémunération équitable	Fonds de dividendes mondial ER NEI Fonds d'actions mondiales ER NEI
Adobe Systems	Technologies de l'information	Rémunération équitable	Fonds de dividendes mondial ER NEI, Fonds d'actions mondiales NEI, Fonds d'actions américaines NEI
ADT	Industries	Diversité au conseil d'administration	Fonds d'actions canadiennes NEI
Alphabet	Services de communication	Diligences raisonnables dans le domaine des droits de la personne, promotion de la gestion et des divulgations des enjeux ESG, rémunération équitable	Fonds de dividendes canadiens NEI, Fonds d'actions canadiennes NEI, Fonds d'actions canadiennes ER NEI, Fonds d'actions mondiales NEI, Mandat NEI actions mondiales, Fonds d'actions mondiales ER NEI, Fonds d'actions américaines NEI, Fonds d'actions américaines ER NEI, Fonds équilibré durable mondial NEI
Amazon	Consommation discrétionnaire	Alliance des investisseurs pour des solutions aux plastiques	Fonds d'actions mondiales NEI, Mandat NEI actions mondiales, Fonds d'actions mondiales ER NEI, Fonds d'actions américaines ER NEI
Ameriprise Financial	Finance	Rémunération équitable	Fonds de dividendes mondial ER NEI, Fonds d'actions mondiales NEI
Apple	Technologies de l'information	Promotion de la gestion et des divulgations des enjeux ESG	Fonds d'actions mondiales NEI, Mandat NEI actions mondiales, Fonds d'actions mondiales ER NEI, Fonds d'actions américaines NEI, Fonds d'actions américaines ER NEI, Fonds équilibré durable mondial NEI
AstraZeneca	Soins de santé	Promotion de la théorie des parties prenantes de la société	Fonds de dividendes mondial ER NEI
AT&T	Services de communication	Rémunération équitable	Fonds de valeur mondial NEI, Fonds équilibré durable mondial NEI, Fonds d'obligations mondiales à rendement global NEI
AutoCanada	Consommation discrétionnaire	Diversité au conseil d'administration	Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI
Automotive Properties Real Estate Investment Trust	Finance	Diversité au conseil d'administration	Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI
Bank of America	Finance	Rémunération équitable	Fonds de dividendes canadiens NEI, Fonds d'actions mondiales ER NEI, Fonds d'actions américaines NEI, Fonds équilibré durable mondial NEI, Fonds d'obligations canadiennes NEI, Fonds d'impact mondial NEI
Banque Scotia	Finance	Promotion de la gestion et des divulgations des enjeux ESG	Fonds de dividendes canadiens NEI, Fonds d'actions canadiennes NEI, Mandat NEI actions canadiennes, Fonds d'actions canadiennes ER NEI, Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI, Fonds croissance et revenu NEI, Fonds d'obligations canadiennes NEI, Fonds d'obligations mondiales à rendement global NEI, Mandat NEI revenu fixe
Berkshire Hathaway	Finance	Implémentation des recommandations du GDFC pour les divulgations sur le climat	Fonds d'actions mondiales ER NEI
CAE	Industries	Diversité au conseil d'administration	Mandat NEI actions canadiennes, Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI
Canacol Energy	Énergie	Diversité au conseil d'administration	Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI
Canada Goose Holdings	Consommation discrétionnaire	Diversité au conseil d'administration	Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI
Chemins de fer nationaux du Canada	Industries	Promotion de la gestion et des divulgations des enjeux ESG	Fonds de dividendes canadiens NEI, Mandat NEI actions canadiennes, Fonds d'actions canadiennes ER NEI, Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI, Fonds de valeur mondial NEI, Fonds d'actions américaines NEI
Canadian Natural Resources	Énergie	Action climat 100+	Fonds de dividendes canadiens NEI, Fonds d'actions canadiennes ER NEI, Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI, Fonds d'obligations canadiennes NEI, Mandat NEI revenu fixe
Chemin de fer du Canadien Pacifique	Industries	Rémunération équitable	Fonds d'actions canadiennes ER NEI, Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI

Dialogues d'entreprise

Les positions peuvent changer à tout moment sans préavis.

Société	Secteur d'activité	Thèmes	Fonds NEI
Canfor Pulp Products	Matériaux	Diversité au conseil d'administration	Fonds d'actions canadiennes petite capitalisation ER NEI
Cenovus Energy	Énergie	Promotion de la transition énergétique au Canada	Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI, Fonds d'obligations mondiales à rendement élevé NEI
Centene	Soins de santé	Rémunération équitable	Fonds de dividendes canadiens NEI, Fonds d'obligations mondiales à rendement élevé NEI, Fonds équilibré durable mondial NEI
Groupe CGI	Technologies de l'information	Promotion de la gestion et des divulgations des enjeux ESG	Fonds d'actions canadiennes ER NEI, Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI, Mandat NEI revenu fixe
Financière CI	Finance	Diversité au conseil d'administration	Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI, Mandat NEI revenu fixe
Citigroup	Finance	Rémunération équitable	Fonds d'actions canadiennes NEI, Fonds d'actions mondiales ER NEI, Fonds d'obligations canadiennes NEI, Fonds d'obligations mondiales à rendement élevé, Fonds d'obligations mondiales à rendement global NEI
Colliers International Group	Immobilier	Implémentation des recommandations du GDFC pour les divulgations sur le climat	Fonds d'actions canadiennes NEI, Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI, Fonds croissance et revenu NEI
Comcast	Consommation discrétionnaire	Rémunération équitable	Fonds d'actions canadiennes NEI, Fonds de dividendes mondial ER NEI, Mandat NEI actions mondiales, Portefeuille NEI rendement tactique, Fonds d'actions américaines NEI, Fonds de dividendes américains NEI, Fonds d'actions américaines ER NEI
Discovery Communications	Consommation discrétionnaire	Rémunération équitable	Fonds d'actions mondiales ER NEI
E-L Financial Corp	Finance	Implémentation des recommandations du GDFC pour les divulgations sur le climat	Fonds d'actions canadiennes petite capitalisation NEI, Fonds d'actions canadiennes petite capitalisation ER NEI
Eli Lilly	Soins de santé	Promotion de la théorie des parties prenantes de la société	Fonds d'actions mondiales NEI, Fonds d'actions américaines NEI, Fonds d'actions américaines ER NEI
Enbridge Inc.	Énergie	Promotion de la transition énergétique au Canada, rémunération équitable	Fonds de dividendes canadiens NEI, Mandat NEI actions canadiennes, Fonds d'actions canadiennes ER NEI, Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI, Fonds d'obligations canadiennes NEI, Mandat NEI revenu fixe
Enerflex Ltd.	Énergie	Implémentation des recommandations du GDFC pour les divulgations sur le climat	Fonds d'actions canadiennes petite capitalisation ER NEI; Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI
Equity LifeStyle Properties In	Immobilier	Implémentation des recommandations du GDFC pour les divulgations sur le climat	Fonds d'actions mondiales NEI
Fidelity National Financial	Finance	Diversité au conseil d'administration	Fonds d'actions mondiales NEI, Portefeuille NEI rendement tactique, Fonds de dividendes américains NEI
Fidelity National Information Services	Finance	Rémunération équitable	Mandat NEI actions mondiales, Fonds d'actions américaines NEI, Fonds d'actions américaines ER NEI, Fonds d'obligations canadiennes NEI
Finning International	Industries	Rémunération équitable	Fonds d'actions canadiennes ER NEI, Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI
First Quantum Minerals	Matériaux	Implémentation des recommandations du GDFC pour les divulgations sur le climat	Fonds d'actions canadiennes NEI, Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI, Fonds croissance et revenu NEI, Fonds d'obligations mondiales à rendement élevé NEI
Freehold Royalties	Énergie	Implémentation des recommandations du GDFC pour les divulgations sur le climat	Fonds d'actions canadiennes petite capitalisation NEI, Fonds d'actions canadiennes petite capitalisation ER NEI, Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI
General Electric	Industries	Rémunération équitable	Fonds d'actions canadiennes NEI
Gilead Sciences	Soins de santé	Rémunération équitable	Fonds de dividendes mondial ER NEI, Fonds d'obligations d'impact mondial NEI

Dialogues d'entreprise

Les positions peuvent changer à tout moment sans préavis.

Société	Secteur d'activité	Thèmes	Fonds NEI
Goldman Sachs Group	Finance	Rémunération équitable	Fonds de valeur mondial NEI, Fonds d'actions américaines NEI
H&R Real Estate Investment	Immobilier	Diversité au conseil d'administration, implémentation des recommandations du GDFC pour les divulgations sur le climat	Fonds de dividendes canadiens NEI, Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI, Mandat NEI revenu fixe
Hess	Énergie	Diversité au conseil d'administration	Fonds d'actions mondiales ER NEI
HLS Therapeutics	Soins de santé	Diversité au conseil d'administration	Fonds d'actions canadiennes petite capitalisation NEI
Honeywell International	Industries	Rémunération équitable	Fonds d'actions mondiales NEI, Fonds d'actions américaines NEI
Hubbell	Industries	Diversité au conseil d'administration, implémentation des recommandations du GDFC pour les divulgations sur le climat	Fonds leaders en environnement NEI
Husky Energy	Énergie	Diversité au conseil d'administration	Fonds d'actions canadiennes NEI, Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI, Fonds croissance et revenu NEI, Mandat NEI revenu fixe
Intel	Technologies de l'information	Rémunération équitable	Fonds de valeur mondial NEI
InterRent Real Estate Investment Trust	Immobilier	Diversité au conseil d'administration, implémentation des recommandations du GDFC pour les divulgations sur le climat	Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI
JPMorgan Chase & Co	Finance	Rémunération équitable	Fonds de dividendes canadiens NEI, Fonds d'actions canadiennes NEI, Fonds d'actions mondiales NEI, Mandat NEI actions mondiales, Fonds d'actions américaines NEI, Fonds d'actions américaines ER NEI, Fonds équilibré durable mondial NEI, Fonds d'obligations mondiales à rendement élevé NEI, Fonds d'obligations mondiales à rendement global NEI
K-Bro Linen	Industries	Diversité au conseil d'administration	Position vendue
Kinder Morgan	Énergie	Diversité au conseil d'administration	Portefeuille NEI rendement tactique, Fonds de dividendes américains NEI
Kirkland Lake Gold	Matériaux	Diversité au conseil d'administration	Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI
Las Vegas Sands	Consommation discrétionnaire	Diversité au conseil d'administration	Fonds d'actions canadiennes NEI
Lightspeed POS	Technologies de l'information	Diversité au conseil d'administration	Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI
Linamar	Consommation discrétionnaire	Diversité au conseil d'administration	Fonds d'actions canadiennes ER NEI, Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI
Loblaw	Consommation courante	Promotion de la théorie des parties prenantes de la société	Fonds d'actions canadiennes ER NEI, Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI, Fonds d'obligations canadiennes NEI, Mandat NEI revenu fixe
Lululemon Athletica	Consommation discrétionnaire	Diversité au conseil d'administration	Fonds d'actions mondiales ER NEI
Lundin Mining	Matériaux	Diversité au conseil d'administration	Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI
M&T Bank Corp.	Finance	Implémentation des recommandations du GDFC pour les divulgations sur le climat	Fonds d'actions mondiales ER NEI

Dialogues d'entreprise

Les positions peuvent changer à tout moment sans préavis.

Société	Secteur d'activité	Thèmes	Fonds NEI
Magna International	Consommation discrétionnaire	Rémunération équitable	Fonds de dividendes canadiens NEI, Fonds d'actions canadiennes NEI, Mandat NEI actions canadiennes, Fonds d'actions canadiennes ER NEI, Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI, Fonds croissance et revenu NEI, Portefeuille NEI rendement tactique, Fonds de dividendes américains NEI
MAG Silver	Matériaux	Diversité au conseil d'administration	Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI
Financière Manuvie	Finance	Rémunération équitable	Fonds d'actions canadiennes NEI, Mandat NEI actions canadiennes, Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI, Fonds croissance et revenu NEI, Fonds d'obligations canadiennes NEI, Mandat NEI revenu fixe
Aliments Maple Leaf	Consommation courante	Diversité au conseil d'administration	Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI
Marathon Petroleum	Énergie	Rémunération équitable	Portefeuille NEI rendement tactique, Fonds de dividendes américains NEI
MasterCard	Technologies de l'information	Rémunération équitable	Fonds d'actions canadiennes NEI, Fonds de dividendes mondial ER NEI, Fonds d'actions mondiales NEI, Mandat NEI actions mondiales, Fonds d'actions américaines NEI, Fonds d'actions américaines ER NEI
MercadoLibre	Technologies de l'information	Diversité au conseil d'administration	Fonds des marchés émergents NEI
Merck & Co	Soins de santé	Rémunération équitable	Fonds de dividendes mondial ER NEI, Fonds d'actions mondiales NEI, Fonds d'actions mondiales NEI, Portefeuille NEI rendement tactique, Fonds d'actions américaines NEI, Fonds de dividendes américains NEI, Fonds d'actions américaines ER NEI, Fonds équilibré durable mondial NEI
Morgan Stanley	Finance	Rémunération équitable	Fonds d'actions canadiennes NEI, Fonds équilibré durable mondial NEI, Fonds d'obligations mondiales à rendement global NEI
Nestlé	Consommation courante	Accès à l'indice de nutrition	Fonds d'actions mondiales NEI, Mandat NEI actions mondiales, Fonds d'actions mondiales ER NEI, Fonds d'actions internationales NEI, Fonds d'actions internationales ER NEI
O'Reilly Automotive	Consommation discrétionnaire	Implémentation des recommandations du GDFC pour les divulgations sur le climat	Fonds d'actions mondiales ER NEI, Fonds de valeur mondiale NEI, Fonds d'actions américaines FR NEI
OceanaGold	Matériaux	Diversité au conseil d'administration	Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI
Open Text	Technologies de l'information	Promotion de la théorie des parties prenantes de la société	Mandat NEI actions canadiennes, Fonds d'actions canadiennes ER NEI, Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI, Fonds d'obligations mondiales à rendement élevé NEI
Osisko Gold Royalties	Matériaux	Diversité au conseil d'administration, implémentation des recommandations du GDFC pour les divulgations sur le climat	Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI
PayPal Holdings	Finance	Rémunération équitable	Fonds de dividendes mondial ER NEI, Fonds d'actions mondiales NEI, Fonds d'actions mondiales ER NEI
Pfizer	Soins de santé	Promotion de la théorie des parties prenantes de la société	Portefeuille NEI rendement tactique, Fonds de dividendes américains NEI
PRA Health Sciences	Soins de santé	Diversité au conseil d'administration	Fonds d'actions américaines NEI
Precision Drilling	Énergie	Implémentation des recommandations du GDFC pour les divulgations sur le climat	Position vendue
Procter & Gamble	Consommation courante	Alliance des investisseurs pour des solutions aux plastiques, promotion de la théorie des parties prenantes de la société	Fonds de dividendes mondial ER NEI, Mandat NEI actions mondiales, Fonds d'actions mondiales ER NEI, Fonds d'actions américaines ER NEI

Dialogues d'entreprise

Les positions peuvent changer à tout moment sans préavis.

Société	Secteur d'activité	Thèmes	Fonds NEI
Qualcomm	Technologies de l'information	Rémunération équitable	Portefeuille NEI rendement tactique, Fonds de dividendes américains NEI
Restaurant Brands International	Consommation discrétionnaire	Rémunération équitable	Mandat NEI actions canadiennes, Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI
Rogers Communications	Services de communication	Promotion de la théorie des parties prenantes de la société	Fonds de dividendes canadiens NEI, Fonds d'actions canadiennes ER NEI, Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI, Mandat NEI revenu fixe
Banque Royale du Canada	Finance	Rémunération équitable	Fonds de dividendes canadiens NEI, Fonds d'actions canadiennes ER NEI, Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI, Mandat NEI actions mondiales, Fonds d'actions internationales NEI, Fonds d'obligations canadiennes NEI, Fonds du marché monétaire NEI, Fonds d'obligations mondiales à rendement global NEI, Mandat NEI revenu fixe
Salesforce	Technologies de l'information	Rémunération équitable	Fonds d'actions mondiales ER NEI, Fonds d'actions américaines NEI
Saputo	Consommation courante	Diversité au conseil d'administration	Mandat NEI actions canadiennes, Fonds d'actions canadiennes ER NEI, Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI, Fonds d'obligations canadiennes NEI, Mandat NEI revenu fixe
Seabridge Gold	Matériaux	Diversité au conseil d'administration	Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI
Starbucks	Consommation discrétionnaire	Rémunération équitable	Fonds d'actions américaines NEI
Stock Yards Bancorp	Finance	Diversité au conseil d'administration, implémentation des recommandations du GDFC pour les divulgations sur le climat	Portefeuille NEI rendement tactique, Fonds de dividendes américains NEI
Suncor Énergie	Énergie	Promotion de la transition énergétique au Canada, Action climat 100+	Fonds de dividendes canadiens NEI, Fonds d'actions canadiennes ER NEI, Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI, Fonds d'actions mondiales NEI, Fonds d'obligations canadiennes NEI, Mandat NEI revenu fixe
Thomson Reuters	Consommation discrétionnaire	Rémunération équitable	Mandat NEI actions canadiennes, Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI, Fonds de dividendes mondial ER NEI
Toromont Industries	Industries	Implémentation des recommandations du GDFC pour les divulgations sur le climat	Fonds d'actions canadiennes ER NEI, Fonds d'actions canadiennes petite capitalisation ER NEI, Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI, Fonds d'obligations canadiennes NEI, Mandat NEI revenu fixe
True North Commercial REIT	Finance	Diversité au conseil d'administration	Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI
Village Farms International	Consommation courante	Diversité au conseil d'administration	Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI
Visa	Finance	Rémunération équitable	Fonds de dividendes mondial ER NEI, Mandat NEI actions mondiales, Fonds d'actions mondiales ER NEI, Fonds d'actions américaines NEI, Fonds d'actions américaines ER NEI, Fonds équilibré durable mondial NEI
Walt Disney	Consommation discrétionnaire	Rémunération équitable	Fonds d'actions mondiales ER NEI, Fonds d'obligations mondiales à rendement global NEI
Wells Fargo	Finance	Rémunération équitable	Fonds de dividendes canadiens NEI
Westshore Terminals Investment Corporation	Industries	Implémentation des recommandations du GDFC pour les divulgations sur le climat	Fonds d'actions canadiennes petite capitalisation ER NEI; Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI
Winpak	Matériaux	Diversité au conseil d'administration	Mandat NEI actions canadiennes, Fonds d'actions canadiennes petite capitalisation NEI, Fonds d'actions canadiennes petite capitalisation ER NEI, Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI

Actions politiques

Activité	Impact sectoriel	Impact géographique	Thème d'ODD
Nous avons soumis nos réponses à la consultation du gouvernement du Canada sur sa stratégie révisée de pratiques d'affaires responsables, soulignant le besoin de cohérence effective avec les Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme des Nations Unies et l'importance de la réconciliation.	Canada	Général	ODD 16 - Paix, justice et institutions efficaces
Nous avons fourni des commentaires sur la déclaration d'investisseurs des Nations Unies entourant le projet relatif aux entreprises et droits de l'homme dans le secteur de la technologie (B-Tech).	Monde	Informations et technologies de communication	ODD 16 - Paix, justice et institutions efficaces
Nous avons participé à la lettre du Centre œcuménique sur la responsabilité sociale afin de soutenir le resserrement de la réglementation proposée au Nouveau-Mexique sur les émissions de méthane.	Nouveau-Mexique	Pétrole et gaz	ODD 13 - Action climatique
Nous avons pris part à la consultation de la CVMO à l'initiative du groupe de travail sur la finance durable de l'Organisation internationale des commissions de valeurs et avons défendu des divulgations ESG obligatoires.	Canada	Général	ODD 16 - Paix, justice et institutions efficaces
Nous avons participé à la consultation du groupe de travail sur les entreprises et les droits de la personne à propos du 10e anniversaire des principes directeurs des Nations Unies.	Monde	Général	ODD 16 - Paix, justice et institutions efficaces
Nous avons obtenu l'adhésion d'investisseurs représentant un ASG de 1,1 billion \$ pour notre courrier au gouvernement de la Colombie-Britannique en soutien au projet de loi 41, lequel vise à guider l'intégration de la déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones dans la législation de la province.	C.-B.	Général	ODD 16 - Paix, justice et institutions efficaces
Nous avons participé à titre d'experts au sommet sur la responsabilité à l'égard des minéraux et métaux durant lequel a été abordé le rôle de la finance dans l'avènement d'un secteur minier responsable en Colombie-Britannique.	C.-B.	Exploitation minière	ODD 13 - Action climatique, ODD 16 - Paix, justice et institutions efficaces, ODD 3 - Bonne santé et bien-être
Nous avons participé à la consultation ouverte de la Fondation sur les normes internationales d'information financière afin d'exprimer dans quelle mesure et de quelle façon celles-ci pouvaient contribuer à une harmonisation des divulgations de développement durable.	Monde	Général	ODD 11 - Villes et collectivités durables, ODD 12 - Consommation et production responsables, ODD17 - Partenariats pour la réalisation des objectifs



Visitez notre site : PlacementsNEI.com

Des commissions, commissions de suivi, frais de gestion et dépenses peuvent tous être associés à des investissements dans des fonds communs de placement. Veuillez lire le prospectus ou l'aperçu du Fonds avant d'investir. Les fonds communs de placement ne sont pas garantis, leur valeur change fréquemment et le rendement antérieur peut ne pas être reproduit.

Placements NEI est une marque de commerce déposée de Placements NordOuest & Éthiques S.E.C. (« NEI S.E.C. »). Placements NordOuest & Éthiques inc. est commanditée de NEI S.E.C. et filiale entièrement détenue par Patrimoine Aviso inc. (« Aviso »). Aviso est la seule commanditaire de NEI S.E.C. Aviso est une filiale à part entière de Commandité Patrimoine Aviso S.E.C. (« Patrimoine Aviso S.E.C. ») qui est elle-même détenue à 50 % par Desjardins Holding financier inc. et à 50 % par une société en commandite appartenant aux cinq caisses provinciales Credit Union (les « Caisses ») ainsi qu'au groupe CUMIS.

Les opinions exprimées à l'égard d'une société, d'un titre, d'un secteur, ou d'un marché en particulier ne doivent pas être interprétées comme une intention de réaliser des transactions concernant un fonds géré par Placements NEI. Ce document est fourni à des fins éducatives et d'information uniquement et ne vise pas à apporter précisément des conseils financiers, juridiques, comptables, fiscaux, de placement ou de toute autre nature. Veuillez consulter votre propre conseiller financier à propos de votre situation personnelle. Les opinions exprimées aux présentes peuvent changer sans préavis, les marchés évoluant en permanence. Placements NEI s'efforce de garantir que le contenu est tiré de sources considérées comme fiables et que les données et les opinions présentées sont complètes et exactes. Néanmoins, Placements NEI ne peut donner aucune garantie, expresse ou implicite, à cet égard et ne peut être tenue responsable des erreurs ou omissions éventuelles aux présentes.